



**PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

Arrêté préfectoral n°2022-1490 du 2 juin 2022 portant sur les prescriptions complémentaires encadrant les activités exercées par la société Équinix France SAS située au 110 bis, avenue du Général Leclerc (bâtiments PA4 et PA8) à Pantin, exploitant une ICPE soumise à Autorisation

Le préfet de la Seine-Saint-Denis
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement Livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, et plus précisément le titre 1^{er} « Installations classées pour la protection de l'environnement » ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la Seine-Saint-Denis (hors classe) – Monsieur Jacques Witkowski ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-0144 du 24 janvier 2011, réglementant les installations de groupes frigorifiques et de combustion du site situé au 110 bis, avenue du Général de Gaulle, à Pantin ;

Vu le récépissé de succession du 28 août 2012 délivré à la société EQUINIX FRANCE SAS pour les activités exercées au titre des rubriques 2910-A-1, 2925, 1432-2-b de la nomenclature des ICPE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0096 du 17 janvier 2019 modifiant les prescriptions figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-0144 du 24 janvier 2011 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

Bureau de l'environnement
1 esplanade Jean Moulin
93007 BOBIGNY cedex
Tél. : 01-41-60 60-60
Mail : pref-bureau-environnement@seine-saint-denis.gouv.fr
www.seine-saint-denis.gouv.fr /  @Prefet93

Vu le dossier de réexamen (porter à connaissance) de la situation du site exploité par la société EQUINIX FRANCE SAS, transmis les 19 décembre 2018 et 31 janvier 2020, comprenant une demande de dérogation portant sur la surveillance des rejets atmosphériques du site, lequel a été complété les 10 novembre 2021 et 19 janvier 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 avril 2022 qui actualise le classement ICPE du site, donnant une suite favorable à la demande de dérogation aux articles 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0096 du 17 janvier 2019 ;

Vu le retour fait par la société EQUINIX FRANCE SAS ;

Considérant que l'analyse de réexamen du dossier a mis en évidence la nécessité d'actualiser les prescriptions applicables au site exploité par la société EQUINIX FRANCE SAS à Pantin afin de prendre en compte les modifications de puissance ou de quantités apparues au sein des rubriques ICPE en comparaison de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé et pour abroger certaines prescriptions citées dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0096 du 17 janvier 2019 ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 avril 2022 a mentionné que la dérogation sollicitée par la société EQUINIX FRANCE SAS est jugée recevable car aucune surveillance des rejets atmosphériques n'est à effectuer sur les appareils destinés aux situations d'urgence fonctionnant moins de 500 heures par an, conformément à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;

Considérant qu'en dehors de toutes utilisations comme moyen de secours de l'alimentation électrique principale du site, les groupes électrogènes des bâtiments PA4 et PA8 sont autorisés à fonctionner 30 heures par an au lieu de 15 heures ;

Considérant que le faible temps de fonctionnement de ces appareils était uniquement réservé aux contrôles des valeurs limites d'émissions (VLE), lesquels généraient un surplus de pollution et un surplus de charge organisationnelle ;

Considérant que la société EQUINIX FRANCE SAS a demandé à bénéficier pour ces groupes électrogènes d'un temps de fonctionnement annuel de 30 heures afin d'y inclure certaines opérations critiques comme les opérations de maintenance sur les transformateurs ;

Considérant que l'inspection a constaté la capacité opérationnelle des groupes électrogènes à respecter les VLE fixées par voie d'arrêté ;

Considérant qu'il convient de veiller à ce que les activités de l'exploitant ne présentent aucun danger ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'une fois signée, l'arrêté sera porté à la connaissance des membres du CODERST ;

Considérant que la société EQUINIX FRANCE SAS a disposé d'un délai de quinze jours pour formuler des observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

ARRÊTE

Article 1 : La société EQUINIX FRANCE SAS dont le siège social est situé au 114, rue Ambroise Croizat, à Saint-Denis (93200) est autorisée à exercer son activité située au 110 bis avenue du Général Leclerc, à Pantin dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Les prescriptions suivantes remplacent ou complètent les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0096 du 17 janvier 2019.

Article 2 :

L'article 1.2.1 annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0096 du 17/01/2019 relatif à l'exploitation par la société EQUINIX FRANCE SAS – Site PA4 et PA8 est remplacé par le texte suivant :

Rubrique	Alinéa	A, D, E, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critères de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume – puissance autorisée	Unité du volume – puissance autorisée
3110	-	A-3	Combustion Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Bâtiment PA4: 22 groupes électrogènes en secours. P=135,66 MW Bâtiment PA8: 12 groupes électrogènes en secours. P=73,92 MW	Puissance thermique	50	MWth	209,58 MW	MWth

2921	a	E	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p>	<p>Bâtiment PA 8: 8 tours aéroréfrigérantes adiabatiques (dry coolers hybrides) sur 8 circuits unitaires de 2400 kW</p> <p>Puissance thermique totalisant 19,2 MW</p>	Puissance thermique	3000	kW	19200	kW
1185	2.a	DC	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	<p>Bâtiment PA 4: 20 groupes froids (dont 3 en redondance) – 18 d'entre eux fonctionnant au R134A et 2 fonctionnant au R513A</p> <p>Bâtiment PA 8: 8 groupes froids (dont 2 en redondance) fonctionnant au R134A</p>	Quantité	300	kg	10008 (9288 kg de R134A et 720 kg de R513A)	kg
2925	1	D	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p>	<p>Bâtiment PA 4: Atelier de charge de 13 locaux d'onduleurs</p> <p>Bâtiment PA 8: Atelier de charge de 9 locaux d'onduleurs »)</p>	Puissance électrique	50	kW	4124	kW
4734	1.c	DC	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires</p>	<p>Bâtiment PA 4: Fioul domestiques - 6 cuves enterrées de 80m³ unitaire à double enveloppe et détection de fuite + 22 nourrices de 0,5m³ unitaire avec détection de fuite</p>	Quantité	> à 50 t d'essence ou > à 250 t au total et < à 1000 t au	t	706,5	t

		<p>en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p>	<p>Bâtiment PA 8:</p> <p>Fioul domestiques</p> <p>- 4 cuves enterrées de 80m³ unitaire à double enveloppe et détection de fuite + 12 nourrices de 1m³ unitaire avec détection de fuite</p>		total			
--	--	--	---	--	-------	--	--	--

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration soumis au contrôle périodique)

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale de l'installation est la rubrique 3110.

Article 3 :

L'article 1.2.4 annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0096 du 17/01/2019 relatif à l'exploitation par la société EQUINIX FRANCE SAS – Site PA4 et PA8 est remplacé par le texte suivant :

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon décrite ci-après.

La surface totale concernée par l'autorisation préfectorale est de 21 288 m² dont 8 253 m² d'emprise au sol pour le bâtiment PA4 (R+6 avec sous-sol et une terrasse technique) et 2 265 m² pour le bâtiment PA8 R+2 avec sous-sol. La totalité de la surface est recouverte soit par les bâtiments, soit goudronnée, soit par des espaces verts en bordure.

Le site peut fonctionner 24h/24, 7j/7.

L'exploitant réalise des activités d'hébergement informatique et de télécommunications. Les installations techniques classées pour la protection de l'environnement sont :

Bâtiment existant PA 4 :

- 6 cuves enterrées de fioul domestique, situées à l'extérieur, au sud du bâtiment et destinées à l'alimentation des groupes électrogènes ;
- Au sous-sol : des locaux techniques constitués de 13 salles batteries.
- Au Rez de Chaussée :
- 6 salles informatiques ;
- et divers locaux : techniques, accueil, livraison, test...
- Au 2ème étage : 10 salles informatiques.
- En terrasse :

- 22 groupes électrogènes destinés à prendre le relais de l'alimentation électrique en cas de défaillance d'EDF équipés de 22 nourrices de fioul de 0,5 m³ situées dans les conteneurs des groupes électrogènes ;
- 20 groupes froids (dont 5 en secours). Ces équipements ont pour rôle principal le contrôle de l'ambiance du bâtiment afin de maintenir des conditions de température et d'hygrométrie compatibles avec le fonctionnement des équipements informatiques. Le fluide frigorigène utilisé est exclusivement du R134a et fonctionne en circuit fermé. Chaque groupe froid contient un maximum de 300 kg de fluide. Les unités de refroidissement (aérocondenseurs de type sec sans passage d'eau dans un flux d'air) sont connexes aux groupes froids et implantés en terrasse.
- Le reste du bâtiment accueille les bureaux de service et d'exploitation.

Second bâtiment PA 8 :

- RDC cour : 4 cuves enterrées de fioul domestique, destinées à l'alimentation des 12 groupes électrogènes ;
- R-2 : locaux techniques ;
- R-1 : locaux techniques :
 - aile ouest : 5 locaux contenant 1 onduleur et 5 locaux contenant des batteries ;
 - aile est : 4 locaux contenant 4 onduleurs et 4 locaux contenant des batteries ;
- RDC : 12 groupes électrogènes dans 5 locaux dans l'aile est et des équipements informatiques dans l'aile ouest ;
- R+1 et R+2 : salles informatiques (data hall) ;
- toiture : 8 groupes froids dont 2 de secours dont les circuits renfermeront du R 134a.

Article 4 :

L'article 2.2.2 annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0096 du 17/01/2019 relatif à l'exploitation par la société EQUINIX FRANCE SAS – Site PA4 et PA8 est remplacé par le texte suivant :

Le site dispose de 1 ou 2 points de rejets par groupe électrogène conformément au tableau ci-dessous. Le site dispose donc de 41 points de rejets en toiture correspondant aux 34 groupes électrogènes.

Bâtiment PA4 :

N° conduit	Installations raccordées	Puissance Thermique	Combustible	Hauteur et diamètre
1 & 1bis	Groupe électrogène 1A	6180 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
2 & 2bis	Groupe électrogène 1B	6180 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
3 & 3bis	Groupe électrogène 1C	6180 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m

Bureau de l'environnement
1 esplanade Jean Moulin
93007 BOBIGNY cedex
Tél. : 01-41-60 60-60
Mail : pref-bureau-environnement@seine-saint-denis.gouv.fr
www.seine-saint-denis.gouv.fr /  @Prefet93

4 & 4bis	Groupe électrogène 1D	6180 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
5 & 5bis	Groupe électrogène 1E	6180 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
6 & 6bis	Groupe électrogène 1F	6180 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
7 & 7bis	Groupe électrogène 1G	6180 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
8	Groupe électrogène 2A	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
9	Groupe électrogène 2B	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
10	Groupe électrogène 2C	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
11	Groupe électrogène 2D	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
12	Groupe électrogène 2E	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
13	Groupe électrogène 2F	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
14	Groupe électrogène 2G	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
15	Groupe électrogène 3A	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
16	Groupe électrogène 3B	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
17	Groupe électrogène 3C	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
18	Groupe électrogène 3D	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
19	Groupe électrogène 3E	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
20	Groupe électrogène 3F	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
21	Groupe électrogène 3G	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35 m
Mise en place en avril 2021				
22	Groupe électrogène 4A	6160 kW	Fioul domestique	H: 2,5 m D: 0,35

Bâtiment PA8 :

N° conduit	Installations raccordées	Puissance Thermique	Combustible	Hauteur et diamètre
Mise en place en juin 2018				
23	Groupe électrogène 1A	6160 kW	Fioul domestique	H: 22,66 m D: 0,5 m
24	Groupe électrogène 1B	6160 kW	Fioul domestique	H: 22,66 m D: 0,5 m
25	Groupe électrogène 2A	6160 kW	Fioul domestique	H: 22,66 m D: 0,5 m
26	Groupe électrogène 2B	6160 kW	Fioul domestique	H: 22,66 m D: 0,5 m
27	Groupe électrogène 3A	6160 kW	Fioul domestique	H: 22,66 m D: 0,5 m
28	Groupe électrogène 3B	6160 kW	Fioul domestique	H: 22,66 m D: 0,5 m
Mise en place en mars 2019				
29	Groupe électrogène 4A	6160 kW	Fioul domestique	H: 22,66 m D: 0,5 m
30	Groupe électrogène 4B	6160 kW	Fioul domestique	H: 22,66 m D: 0,5 m
31	Groupe électrogène 5A	6160 kW	Fioul domestique	H: 22,66 m D: 0,5 m
32	Groupe électrogène 5B	6160 kW	Fioul domestique	H: 22,66 m D: 0,5 m
33	Groupe électrogène 6A	6160 kW	Fioul domestique	H: 22,66 m D: 0,5 m
34	Groupe électrogène 6B	6160 kW	Fioul domestique	H: 22,66 m D: 0,5 m

Article 5 :

L'article 2.2.3 annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0096 du 17/01/2019 relatif à l'exploitation par la société EQUINIX FRANCE SAS – Site PA4 et PA8 est remplacé par le texte suivant :

En vue d'améliorer les rejets atmosphériques des installations, un complément d'échappement ou tout autre dispositif équivalent est implanté sur chaque cheminée existante des groupes électrogènes du bâtiment PA 4.


Bureau de l'environnement

1 esplanade Jean Moulin

93007 BOBIGNY cedex

Tél. : 01-41-60 60-60

Mail : pref-bureau-environnement@seine-saint-denis.gouv.fr

www.seine-saint-denis.gouv.fr /  @Prefet93

Article 6 :

Les articles 2.2.4, 2.2.5, 8.2.1 et 8.3.2 annexés à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0096 du 17/01/2019 relatif à l'exploitation par la société EQUINIX FRANCE SAS – Site PA4 et PA8 sont abrogés.

Article 7 :

L'article 8.1.2 annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0096 du 17/01/2019 relatif à l'exploitation par la société EQUINIX FRANCE SAS – Site PA4 et PA8 est remplacé par le texte suivant :

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent et selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. L'organisme extérieur qui réalise la mesure doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures comparatives comprennent :

- les polluants listés à l'article 3.3.7 aux points de prélèvement listés à l'article 3.3.5 au moins une fois par an.

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et transmis dans le cadre du bilan annuel prévu à l'article 8.4.3.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle supplémentaire réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement et prévues à l'article 8.1.3 du présent arrêté. Ces contrôles supplémentaires peuvent, avec l'accord de l'inspection des installations classées, se substituer aux mesures comparatives.

Article 8 :

En dehors de toutes utilisations comme moyen de secours de l'alimentation électrique principale du site, les 22 groupes électrogènes dédiés au bâtiment PA4 et les 12 groupes électrogènes dédiés au bâtiment PA8 sont uniquement mis en marche selon la condition suivante :

- fonctionnement annuel de 30 heures maximum par groupe.

L'exploitant tient à jour un registre dans lequel il notifie les temps et les raisons de mises en marche de chaque groupe électrogène du site.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées tout élément permettant de justifier du respect du temps et des raisons de mises en marche de ses groupes électrogènes, ainsi que de tout écart aux conditions du présent article.

De plus, l'exploitant dispose des tests réalisés avec les constructeurs démontrant que les VLE anciennement demandées étaient respectées lorsque que les groupes électrogènes étaient en pleine charge. Ces documents sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'Inspection peut à tout moment demander à l'exploitant de réaliser des mesures sur la base de ces VLE. Les résultats de ces mesures sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 9 :

L'article 8.2.3 annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0096 du 17/01/2019 relatif à l'exploitation par la société EQUINIX FRANCE SAS – Site PA4 et PA8 est modifié comme suit :

Article 8.2.3 : Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies au chapitre 3.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement et les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé, consultable par l'inspection.

Article 10 : SANCTIONS

En cas d'inobservation des prescriptions précitées, il pourra être fait application des procédures administratives et pénales prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 11 : NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la société EQUINIX FRANCE SAS, exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement située au 110 bis, avenue du Général Leclerc, à Pantin, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 12 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de la commune d'implantation du site concerné, soit la commune de Pantin pour y être consultée. Une copie est également déposée en mairie de Bobigny.

L'arrêté sera affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Les maires établiront un procès-verbal certifiant l'accomplissement de la formalité d'affichage, et le transmettront à la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

L'arrêté sera affiché en permanence de façon visible sur le site de l'ICPE, par son bénéficiaire.

Article 13 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, elle peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig, 93 100 Montreuil :

1° par les pétitionnaires dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°. L'absence de réponse au terme de deux mois suivant la réception du recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite. La décision de rejet peut-elle même faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois, devant le tribunal administratif de Montreuil.

Le demandeur peut ainsi adresser sa requête au tribunal administratif de Montreuil :

- Soit au moyen de l'application télerecours à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr> ;
- Soit en y déposant directement le recours.

Article 14 :

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète, secrétaire générale adjointe, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Bureau de l'environnement
1 esplanade Jean Moulin
93007 BOBIGNY cedex
Tél. : 01-41-60 60-60
Mail : pref-bureau-environnement@seine-saint-denis.gouv.fr
www.seine-saint-denis.gouv.fr / [@Prefet93](https://twitter.com/Prefet93)

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale

Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD